

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Service de la Correspondance Présidentielle

Bureau d'Analyse

Aurélie SAJOUS

Paris, le 07 avril 2017

NOTE D'ANALYSE

OBJET : Analyse des correspondances adressées au Chef de l'Etat au cours du mandat portant sur la fiscalité et la protection sociale : *Cher modèle social*

Avec une moyenne de 200 courriers par mois, la fiscalité a été un sujet de préoccupation majeur du quinquennat. Plus de la moitié de ces messages ont été reçus entre septembre 2012 et septembre 2014, témoignant de la force de la réaction au "choc fiscal" du début de mandat. Inquiets pour leur pouvoir d'achat, les contribuables ont largement critiqué un système de protection sociale qui aurait perdu le sens de la **justice sociale**.

Les retraités, correspondants assidus tout au long du mandat avec une moyenne de 100 courriers par mois, ont essentiellement écrit au Chef de l'Etat pour réclamer une revalorisation des pensions. En creux de leurs revendications catégorielles, ils ont exprimé leurs inquiétudes vis-à-vis des bouleversements générationnels, économiques et de transformation du monde du travail. Ce manque de repères dans un monde qui change est à l'origine de la progression d'un besoin de reconnaissance largement partagé dans la société.

I. Ayant soif de justice, les Français réclament plus de démocratie fiscale

A la forte pression fiscale de 2013 et 2014, les contribuables ont d'abord et très majoritairement répondu par la colère tant les efforts demandés « *à la classe moyenne* » ont pesé sur le budget des ménages : « *je ressens cette augmentation comme un vol* » ; « *le pays a atteint un seuil de saturation fiscale qui met en danger la cohésion et la paix sociales* ». Parmi les contribuables les plus impactés, nombreux sont ceux qui ont néanmoins tenu à préciser que s'ils rejetaient cette politique fiscale, c'était en raison de son caractère « *confiscatoire* » et non une façon de nier leur « *participation à l'équilibre financier du pays* ».

Cette conscience aiguë d'exercer un pan de leur citoyenneté à travers le paiement de l'impôt habite la grande majorité des Français qui ont écrit sur le thème de la fiscalité. En découlent deux exigences, la première réside dans la qualité des services publics (« *quand les augmentations d'impôts ont commencé il y a 2 ans, confiante, je pensais que nous devions tous contribuer pour renflouer un pays en manque de croissance. Mais aujourd'hui, je vous demande pourquoi ? Pour quel résultat ?* »), la seconde renvoie à la nécessaire mise en place d'un « *nouveau modèle de partage des efforts* ».

Dans ce contexte, les révélations de fraude fiscale et les scandales qui ont émaillé le quinquennat ont systématiquement provoqué de très nombreuses réactions de Français « *en colère* » contre leurs élites : « *l'affaire Cahuzac, outre l'aspect arroseur arrosé, constitue une faute grave en ces temps d'austérité où vous demandez des efforts à l'ensemble des Français et encore plus particulièrement à ceux qui ont la chance de travailler et de payer leurs impôts. En tant qu'électeur et que citoyen ordinaire, je voulais vous faire part de ma profonde indignation, de ma colère voire de mon dégoût pour les personnes qui oseront venir donner des leçons de*

morale dans ces conditions. Où est la République exemplaire? Où est le sens de l'intérêt de la France ? Où est la crédibilité de la classe politique ? Je suis inquiet pour notre pays. »

Une grande part des correspondants ont ainsi sollicité que la classe moyenne - « à qui l'on ne donne rien et qui travaille dur pour obtenir son salaire » - cesse de « payer seule pour l'ensemble des exonérés » : évadés fiscaux, bénéficiaires de prestations sociales ou élus privilégiés.

- pour une participation à l'effort national de la classe politique :

« je suis retraitée et j'ai bien enregistré les nouvelles dispositions concernant le gel des retraites. Je pense que cette décision a été mûrement réfléchie et qu'elle va contribuer à réduire le déficit du budget. J'accepte donc votre décision. Pouvez-vous, cependant, me permettre de vous demander, parce que je n'ai pas entendu l'information, quelles sont les mesures personnelles prises par les membres du gouvernement pour participer à cet effort national ? »

- en faveur d'une évolution de la part des foyers imposables :

« pourquoi supprimer les impôts à certaines personnes pour en asphyxier d'autres qui s'en sortent à peine ? » ; « vous êtes en train de m'expliquer que vous avez augmenté mes impôts pour favoriser ceux qui ne se lèvent pas le matin et qui ont déjà droit à toutes sortes d'aides financières ? »

- l'évasion et la fraude fiscales sont jugées insupportables au regard des déficits publics et des efforts consentis par le contribuable :

« et pendant ce temps-là, nous payons bien sagement nos impôts en France ! » ; « il paraît que nous pourrions payer beaucoup moins d'impôts si l'évasion fiscale n'existait pas, faites ce que vous devez faire ! »

D'autres mesures fiscales, comme la refiscalisation des heures supplémentaires et les dispositions visant à réduire les dépenses publiques ont été considérées comme autant de mesures allant « à l'encontre du pouvoir d'achat » et conduisant, par voie de conséquence, à une baisse de la consommation et des rentrées fiscales liées à la TVA.

Dans ce cadre, une large majorité de correspondants se définissant comme appartenant à une « classe moyenne en voie de disparition » ont exprimé leurs inquiétudes de ne pouvoir enrayer un processus de paupérisation et de déclassement, qui conduirait à l'émergence d'une catégorie populaire indifférenciée, où travailleurs et non-actifs disposeraient, *in fine*, d'un niveau de vie équivalent.

II. De plus en plus exigeants, les contribuables attendent des retours sur solidarité

Pour les correspondants, le pouvoir d'achat doit sanctionner une différence de niveau de vie entre celui qui travaille et celui qui vit des aides sociales. Le fait de pouvoir partir en vacances ou financer des activités sportives ou culturelles à ses enfants sont les deux exemples les plus fréquemment cités : *« nos salaires ne sont pas précaires mais notre vie financière est de plus en plus difficile. Voilà 6 ans que nous ne sommes pas partis en vacances. Une fois payées les factures il ne nous reste plus rien, nous ne pouvons pas profiter de la vie. (...) A quoi bon travailler ? Je travaille dans une administration qui aide les personnes précaires et je constate sans jugement que ces familles ont finalement plus accès aux loisirs ».*

Si la question économique est à l'origine des demandes d'aides sociales, l'augmentation des salaires n'est que rarement formulée. En revanche, il est attendu de l'Etat qu'il compense les effets de la crise économique : *« je ne demande pas grand-chose juste un peu d'aide, avoir droit à quelque chose. Toujours dire non à des enfants juste pour faire une sortie culturelle ou une activité sportive car bien sûr nous n'avons pas droit non plus aux chèques vacances. Voilà c'est la triste vie des familles à revenu modeste qui peuplent la France. »*

Fustigeant un système de protection sociale devenu défaillant et qui *« exclut ceux qui travaillent »*, ces salariés modestes privilégient deux explications à cet état de fait. Première cause identifiée dans les courriers du début de mandat, la fraude a été supplantée par la crise migratoire. Les images de *« hordes de réfugiés »* arrivant en Europe et les moyens déployés pour les accueillir sur le territoire national ont donné le sentiment d'un système *« devenu fou »* et renforcé l'amertume : *« bien sûr il n'y a plus d'argent pour nous, pas étonnant avec tous ces réfugiés que vous accueillez : nourris, logés, blanchis et nous pauvres Français n'avons rien ! »* ; *« je touche 9€ par jour et suis hébergé par des amis, comment pensez-vous que je réagis quand je lis qu'un Syrien en touche 11 et que des logements leur sont réservés ? »*

Une concurrence des pauvretés s'est installée qui bien souvent s'accompagne de propos à caractère raciste, visant tout particulièrement les populations Rom, les musulmans *« polygames »* et les réfugiés.

A cet égard, le remplacement de la PPE par la prime d'activité est emblématique de cette incompréhension qui nourrit un fort sentiment d'injustice chez les petits salariés : *« quand je découvre que je perds la prime pour l'emploi alors que je travaille pour survivre, je suis écœuré de cette politique qui réduit toujours notre pouvoir d'achat »*. Censée valoriser les travailleurs modestes, la prime est apparue comme une aide à ceux qui vivent de la solidarité nationale : *« on aide toujours ceux qui ne veulent pas travailler »*.

Paradoxalement, la proposition d'instaurer un revenu universel n'a pas constitué une réponse à cette peur du déclassement. Dans la majorité des courriers, dominant en effet des attentes en faveur d'une plus grande reconnaissance du travail.

III. Au-delà de leurs pensions et de leur pouvoir d'achat, les retraités portent dans leurs revendications un besoin de reconnaissance, commun à la société

Les retraités ont été les plus constants dans leurs revendications en faveur d'une revalorisation des pensions. Profondément déçus de n'avoir pas bénéficié d'un *« geste »* du Président en fin de mandat, *« les oubliés du quinquennat »* comme ils se dénomment parfois, ont exprimé au-delà de la question matérielle, un sentiment d'exclusion sociale.

Ainsi, nombreux ont été les témoignages de désarroi (*« j'ai travaillé toute ma vie, ma retraite ne me permet pas de vivre »*) et d'isolement social due à leur faible pouvoir d'achat : *« pour moi c'est pas de sorties culturelles, pas de voyages : heureusement que j'aime la lecture ! »*. Ces retraités ont également exprimé une forme de souffrance de ne pas trouver leur place dans le continuum générationnel : *« je dois aider mes enfants, je ne peux pas gâter mes petits-enfants : ce n'est pas ce que j'imaginais après avoir tant travaillé »*. Enfin, le sentiment d'une ingratitude de la société vis-à-vis de ceux qui ont *« reconstruit la France »* partagé par les plus âgés, se mêle à la frustration économique des plus jeunes qui trouve un exutoire dans la menace d'un vote FN.

Sur cette problématique d'inclusion - exclusion de la société, un parallèle peut être dressé entre les retraités et les personnes handicapées tant leurs courriers ont pu se ressembler, jusqu'au vocable employé par cette catégorie pour se désigner : « *nous, personnes handicapées sommes les grandes oubliées du mandat* ». Au-delà de la dénonciation d'un gel de l'AAH conduisant ses bénéficiaires à « *vivre sous le seuil de pauvreté* », ces correspondants se sont désolés d'un « *intérêt de dernière minute* » pour leur condition avec l'organisation « *tardive* » de la Conférence sur le handicap : « *encore un quinquennat qui se termine sans que rien ne soit fait pour nous* ».

~~

Les bouleversements du monde du travail, la précarité, la mondialisation créent une perte de repères (« *je ne me reconnais plus dans cette France* »). Cette fragilité est à l'origine d'un « *besoin de reconnaissance* » qui s'est fortement exprimé tout au long du mandat dans l'ensemble des catégories de la population : les salariés, les étudiants ou jeunes diplômés, les retraités. Très attachés à leur modèle social, les Français n'en demeurent pas moins en quête d'autonomie : « *tous les prélèvements obligatoires vont à la protection sociale et moi je dois renoncer à mes projets, ce n'est pas juste !* ».

Les perceptions des Français de leur modèle social ont donc évolué. Si l'Etat doit aider et protéger les plus fragiles, au premier rang desquels les « aînés » en ce qu'ils ont contribué à faire du pays ce qu'il est, il doit faciliter la vie de ceux qui réussissent et se projettent dans l'avenir, sans « *enfoncer* » par la fiscalité notamment, ceux qui se débattent « *pour s'en sortir* ».